

T 2137-589

EXCEPTIONNELLEMENT
CE NUMERO EST A 8 PAGES
ET SON PRIX FIXE A 6 F.

ISSN 0026-9433
REVUE DE LA
FEDERATION ANARCHISTE
INTERNATIONALE

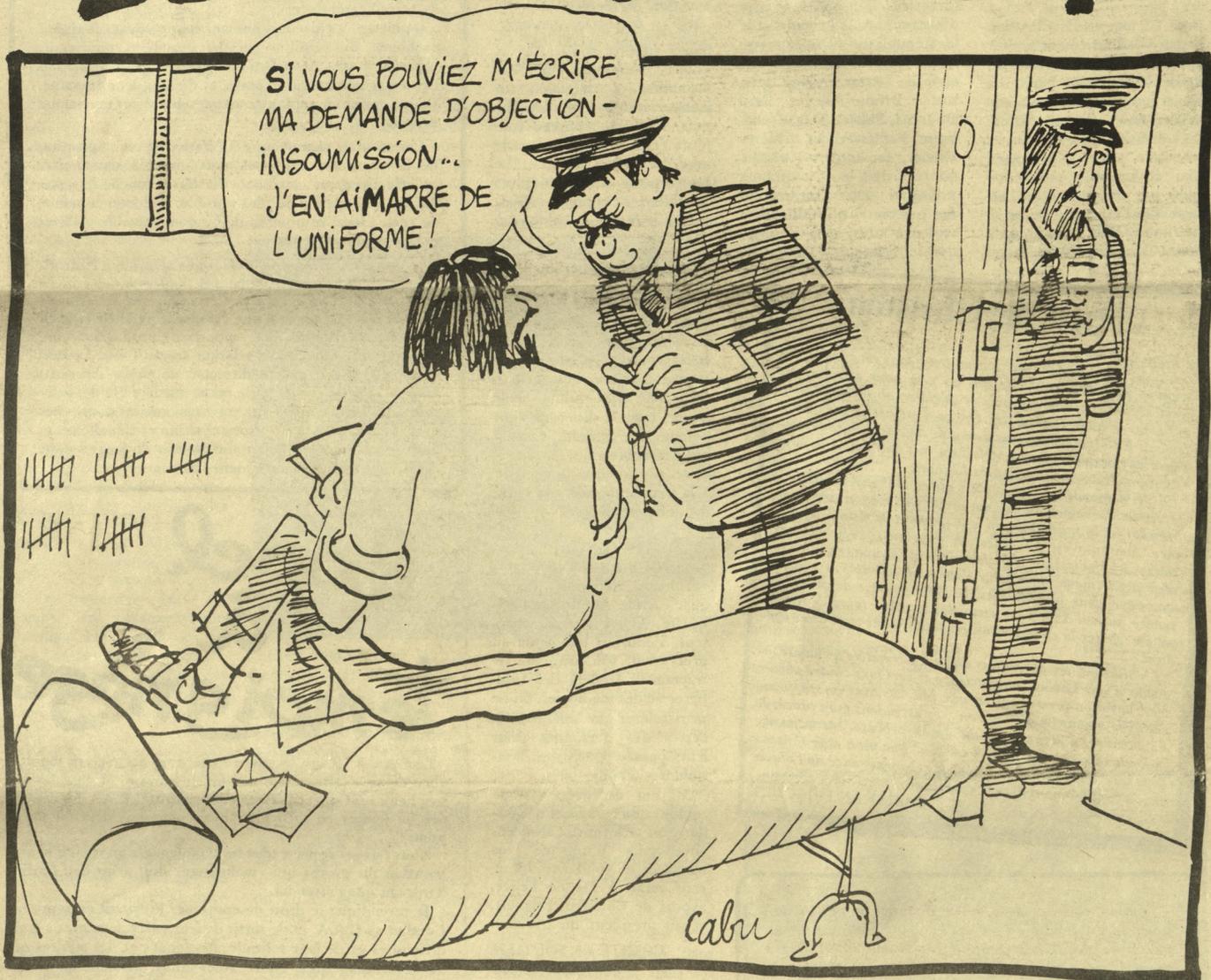
le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 589 JEUDI 17 OCTOBRE 1985 6,00 F

LIBÉREZ LES INSOUMIS !



17 octobre 1961

Il y a 24 ans
un meurtre collectif
était organisé
à Paris.
PAGE 3

CUBA

Soixantième anniversaire
de la Confédération
nationale ouvrière
de Cuba.
PAGE 5

C.F.D.T.

Edmond Maire
ou l'autogestion
est mise
aux oubliettes...
PAGE 8

F°P. 2520

CHRISTIAN EN PROCES

Dans le dernier «Monde libertaire», vous avez pu voir la photo de Christian Frigoult. Il était derrière des barreaux brandissant une pancarte : «Libérez les insoumis!». Christian est en prison depuis plus de 5 mois. Il faut savoir qu'aujourd'hui encore, à l'Ouest comme à l'Est, sont emprisonnés ceux qui ne veulent ni marcher au pas ni apprendre à tuer. Voilà son crime.

Insoumis à l'armée depuis le 1er février 1984, ce jour où il n'a pas pris le train pour se rendre à la caserne... pour se soumettre. Sa demande de statut d'objecteur de conscience a été rejeté par le ministre de la Défense et il a vécu ainsi un an sans trop se préoccuper de sa situation.

Le 11 mai 1985, Christian se fait volontairement arrêter en s'enchaînant aux grilles du Palais de justice de Paris. Il a choisi une arrestation spectaculaire dans le but d'affirmer sa solidarité avec les autres insoumis alors incarcérés. Mais également pour revendiquer son acte et mettre l'accent sur l'injustice de sa situation. C'est parce qu'il craint une arrestation discrète



te et inaperçue que nous étions une cinquantaine auprès de lui.

Christian, en prison, n'a pas cessé d'être soutenu aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur. Fin juillet, le juge d'instruction, le procureur de la République et le ministre de la Défense ont reçu une série de lettres de cinq détenus : Bruno Alleyat, Kalil Bourana, Patrick Magali, Philippe Paillason et Thierry Olivier, demandant à ces autorités de leur expliquer pourquoi elles incarcèrent des personnes qui utilisent la violence ainsi que d'autres qui la refusent. Que faut-il

choisir? Patrick Magali fera même un jeûne de onze jours en soutien à Christian Frigoult, avant un passage de celui-ci devant le juge d'instruction. Patrick vient d'être transféré à Ploemeur.

De derrière les murs, Christian a apporté son soutien à Thierry Dubuisson, objecteur insoumis, en entamant un jeûne, c'était le 11 juillet. Depuis, Christian apprend toujours l'esperanto, lit, et parle avec les autres détenus. Le temps passe... il est toujours considéré comme soldat, puisqu'il reçoit sa solde chaque mois!

Dans son dossier psychiatrique, il est qualifié de têtard (éthymologiquement «qui a une tête»). Souhaitons qu'il le reste comme l'écrivait Albert Camus : «Ceux qui ne veulent pas tuer doivent parler et ne dire qu'une seule chose, mais la dire sans répit comme un témoin, comme mille témoins qui n'auront de cesse que lorsque le meurtrier à la face du monde sera répudié définitivement.»

LE 22 OCTOBRE
TOUS A RENNES!

Thierry Maricourt, insoumis, Claude Autant-Lara, cinéaste, Gilles Servat, chanteur, viendront témoigner au procès leur solidarité aux réfractaires. Au-delà des frontières et des idéologies, on ne peut tolérer que soient incarcérées des personnes pour leurs pensées pacifistes, non-violentes ou libertaires.

Le jour du procès, nous voulons que le dossier de soutien soit très fourni, alors envoyez-nous d'urgence vos messages de solidarité. Ils seront remis à Me de Félice, avocat de Christian Frigoult, et au président du tribunal.

COMITE DE SOUTIEN
AUX INSOUMIS

Correspondance :
Christian Frigoult, prévenu 7251, maison d'arrêt, B.P. 6A, 35031 Rennes cedex.

M. le président du tribunal spécialisé dans les affaires militaires, audience du 22 octobre, Cité judiciaire, 7, rue Pierre-Abélard, 35031 Rennes cedex (tél. : 99.31.05.05).

Comité de soutien aux insoumis, 145 rue Amelot, 75011 Paris (permanence le vendredi de 16h30 à 18h30).

Comité de soutien : c/o C.P.C.L., 2571, 35086 Rennes cedex.

Editorial

Avril 1981, Brixton ligne de front. Les émeutes qui agitent ce quartier de Londres seront suivies de beaucoup d'autres, accompagnées de l'inévitable cycle répression, isolement, division.

Septembre 1985, Handsworth (Birmingham), Toxteth (Liverpool), Brixton à nouveau, et dernièrement Tottenham. Qui avait dit que la répression d'Etat en avait terminé avec ces flambées de révolte?

Et alors, les analyses réductrices récupèrent ce qui ne peut pas l'être. Le racisme, la xénophobie comme causes essentielles de ces rébellions? Le chômage, incroyablement élevé dans les ghettos? Les discriminations policières? C'est classique. Il s'agit d'identifier la «cause» afin de l'éliminer, de façon à ce que la problématique soit réglée «politiquement» et n'échappe pas à l'institutionnalisation des comportements et au calibrage sociologique. Les théories orthodoxes, qu'elles soient marxistes ou bourgeoises, ne peuvent tolérer que de larges parties de la société, marginalisées, n'entrent pas dans le cadre étroit des relations qu'elles ont défini.

Ainsi l'extrême gauche ne tend à considérer dans ces émeutes qu'une confrontation de classes mis à jour avec acuité dans les relations de production au marché du travail capitaliste.

De même, les discours humanistes ne voyant là qu'un problème de tensions raciales évacuent, répriment, contrôlent avec des solutions appropriées et beaucoup de démagogie ce qui dépasse, et de loin, leur domaine. Ce qui revient à appliquer un pansement sur une jambe de bois.

Ces révoltés posent un défi! Parler de recomposition de la classe des exploités nous amène à reconnaître qu'effectivement cette nouvelle classe touche le système dans ce qu'il a de plus sensible. L'existence même de cette classe se pose en défi incontournable à l'Etat et aux valets qui le servent.

Ce sujet social, imprévisible, qui s'affronte à l'autoritarisme dans la rue échappe aux limites qu'installe le pouvoir d'Etat et le capital. Cette illégalité se retrouve dans la mise en place d'une économie parallèle (travail au noir, redéfinition des rapports de production/consumation), renverse la relation travail/loisir. Le non-emploi n'est pas une fatalité mais un choix librement consenti. Cette illégalité de masse est la cible des attaques de l'Etat qui trouvera sans aucun doute des moyens adéquats à une normalisation et classification. Souvenons-nous de la criminalisation du projet pour l'existence qu'était l'autonomie italienne.

Appel à témoignage

Le Coral a 10 ans. Depuis 10 ans, nous accueillons dans ce «lieu de vie» (alternative unique en Europe) et dans les autres lieux du Collectif réseaux alternatifs (C.R.A.) des centaines de jeunes en difficulté. Beaucoup sont devenus autonomes.

Nous faisons appel à tous les témoignages en vue de la préparation du procès qui maintenant doit avoir lieu (enfin! Trois ans que j'attends).

Je revendique le droit de continuer le travail entrepris au Coral et au C.R.A. et de sortir de leur enfermement, de leurs difficultés et de leur solitude, des jeunes et des adultes qui ne demandent qu'à «vivre avec» nous, pendant un temps qui peut leur permettre de «renaître». C'est tout!

Le «lieu de vie» n'est qu'une transition. J'attends qu'il soit respecté dans son identité et son originalité. Les témoignages, quelqu'ils soient, permettront à la cour de juger sur les faits. Veuillez les communiquer directement à mon avocat : Me C. Charrière-Bournazel, 5, rue de Logelbach, 75017 Paris (tél. : 267.57.50).

Merci,

CLAUDE SIGALA

Contact : Claude Sigala, 225 215 Z, D 1/134, 42, avenue de la Santé, 75674 Paris cedex 14.

Lettre de Christian

Bonjour à tous,
L'objection est un droit qui ne peut souffrir aucune restriction. Que l'on soit d'accord ou non pour effectuer un service civil, on doit pouvoir se déclarer objecteur à tout moment et pour tout motif. Or, ce n'est pas le cas actuellement. En effet, j'ai vu ma demande de statut refusée pour cause de forclusion (hors délai) du fait que j'étais déjà en situation d'insoumission depuis 12 jours.

Si j'ai demandé ce statut, c'est qu'en tant que pacifiste je refuse de participer ou de cautionner par mon silence la répression et la normalisation qui forment la devise de l'armée. Mais il n'est pas question pourtant que je me cantonne à l'objection officielle, étant donné qu'elle est régie par la même devise que l'armée. Exploitation : travail sous-payé dans une association. Répression : deux ans de service au lieu d'un pour dissuader les objecteurs. Normalisation : éviter la contestation en supprimant tout droit syndical.

L'objection, les objections doivent permettre à chaque individu d'agir suivant sa conscience et ceci sans contre-partie; c'est la raison pour laquelle, une fois le statut refusé, je me retrouve aujourd'hui en prison... en attendant mon procès le 22 octobre, à Rennes. Je dis «mon procès», car la justice individualise les cas, mais il est clair que mon acte s'inscrit dans une lutte collective visant la reconnaissance de l'objection à tout moment et sans conditions.

CHRISTIAN FRIGOULT

Comme vous le savez, notre matériel de photocomposition est tombé en panne. Pendant plusieurs semaines, nous avons fait composé le «Monde libertaire» à l'extérieur.

Par souci financier, nous avons loué un composant. Hélas! des problèmes d'adaptation à ce matériel moins performant nous obligent à vous présenter cette semaine notre hebdomadaire à 8 pages (le prix en étant bien sûr réduit à 6 F.).

Nous vous prions de nous en excuser, et en vous remerciant de votre compréhension, sachez que vous retrouverez le «Monde libertaire» à 12 pages dès la semaine prochaine.

LE COMITE DE REDACTION

17 OCTOBRE 1961

RATONNADES POUR MEMOIRE

Nous publions cette semaine un article de Michel Levine relatant les sinistres évènements qui se sont déroulés à Paris le 17 octobre 1961. Michel Levine vient de publier un ouvrage sur ce sujet aux éditions Ramsay (1). Après avoir participé à une émission-débat sur Radio-Libertaire, le lundi 7 octobre, il prête aujourd'hui sa plume au «Monde libertaire», ce dont nous le remercions fraternellement.

LE COMITÉ DE RÉDACTION

Combien de corps furent-ils jetés à la Seine ce soir-là? Sans doute cinquante, peut-être cent, peut-être plus... Comment expliquer une telle imprécision sur le nombre des victimes? C'est que ces hommes — et peut-être ces femmes — n'étaient pas des Français «à part entière». Ils n'étaient pas non plus des étrangers. Même pas des citoyens. Ils n'étaient rien, ou presque. L'administration les désignait sous le sigle F.M.A. (Français musulmans d'Algérie) et l'armée sous celui de F.S.N.A (Français de souche nord-africaine). Pour une bonne partie de la population, ils étaient des Nord Africains (ou encore Nord-AF, bicots, crouilles, crouillats, rats, etc.). Ceux qui prenaient les armes contre le colonialisme avaient, curieusement, été baptisés «fella-ghas» — terme qui désignait en réalité les combattants tunisiens. Après le mépris, la méprise.

Venus en métropole pour travailler, ils s'entassaient dans les périphéries des zones industrielles, souvent dans des bidonvilles. Exploités, cotisants bon gré mal gré au F.L.N., ils étaient soumis aux brimades quotidiennes des forces de l'ordre, des harkis et des S.A.T. Après avoir été pris au hasard dans une rafle, il leur arrivait souvent de se retrouver dans des camps de concentration (comme Thol, Vadenay ou Le Larzac) où ils restaient des semaines, parfois des mois, bien qu'ils n'aient fait l'objet d'aucune poursuite légale.

Nous sommes en 1961. Des centaines de milliers de personnes sont mortes pour cette guerre qui, officiellement, n'existe pas. Au début de l'année s'est déroulé le référendum sur l'autodétermination, suivi du putsch des généraux. Les pourparlers entre la France et le G.P.R.A., ouverts à Evian, sont dans l'impasse. Chaque jour apporte sa cargaison de morts et de Gaulle brandit sa nouvelle arme absolue : la menace de «partition», c'est-à-dire de séparation dans des aires géographiques distinctes des pieds-noirs et des arabes.

En octobre, Maurice Papon, préfet de police, décide avec l'accord de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, de

Bientôt, ils sont trente mille, quarante mille, soixante mille, qui franchissent sans bruit les portes de Paris, se dirigent vers le centre, vers ces quartiers où ils ne viennent jamais.

Et soudain, tandis que la nuit tombe, ces foules surgissent sur les avenues, les boulevards, sous l'œil stupéfait des Parisiens. Des cortèges calmes et dignes occupent la rue, sous une pluie battante. On crie : «Vive Ben Bella!» ou «Non au couvre-feu!».

La police, alertée, bloque les ponts, cerne les sorties de métro, dispose des barrières métalliques et des cars sur les grandes voies. Mais il est tard, l'ennemi s'est déjà infiltré... On en signale même devant l'Opéra!

Alors ce sont les charges, les matraquages, les grenades lacrymogènes, enfin les coups de feu.

Sur les ponts de Neuilly, de Saint-Ouen, on balance des corps dans la Seine, main attachées dans le dos. On tue



Photo Elie Kagan

C'est l'enfer pour les travailleurs algériens. Car la police interprète très largement les «recommandations» et organise une chasse au faciès systématique, déchirant les laissez-passer, saccageant les débits de boissons, ratissant, matraquant dès la nuit tombée. Bien entendu, Marocains et Tunisiens font les frais de ces ratonnades.

La Fédération de France du F.L.N. décide d'organiser une marche pacifique de protestation contre le couvre-feu.

Le mardi 17 octobre, en fin d'après-midi, des hommes, des femmes, des enfants, sortent des bidonvilles de la périphérie. Des militants du F.L.N., qui les ont fouillés pour bien vérifier qu'ils ne portent pas d'armes («pas même un canif», telle est la consigne) les canalisent et les encadrent.

boulevard Bonne-Nouvelle. On pend dans les bois de Vincennes, de Meudon. Des commandos spéciaux, échappant à l'autorité de la hiérarchie policière, ratonnent pour leur propre compte. Certains s'amusent à traquer leurs victimes jusque dans la cour de la caserne de la Cité.

Mais que faire de ces milliers de manifestants? On les embarque dans des cars de police, mais ceux-ci sont bientôt insuffisants et il faut faire appel aux autobus de la R.A.T.P. On les parque dans les commissariats, mais les salles de garde-à-vue sont rapidement bondées. Heureusement, on se souvient des bonnes vieilles méthodes de jadis : on les envoie au Palais des Sports, au stade Coubertin, au parc des Expositions, au centre de triage de Vincennes, versions modernes de la rafle du Vel-d'Hiv.



Photo Elie Kagan

Partout sont organisés des «comités d'accueil». Tabassage systématique puis interrogatoire «musclé». Interdiction à la Croix Rouge d'entrer, seuls sont admis quelques médecins du contingent.

Le temps passe. Que faire de tous ces «suspects» qui s'entassent dans des conditions d'hygiène précaire, mais à qui l'on est tout de même obligé de fournir une nourriture, fût-elle infecte? Leur interrogatoire n'apporte rien, et puis il faut libérer la place. Au Palais des Sports, par exemple, Ray Charles doit donner son récital...

Alors on les relâche par paquets, souvent délestés de leurs papiers d'identité et de leur argent. Ceux qu'on dére comme des «meneurs» sont expédiés à Marseille, où ils prendront le bateau, ou à Orly. Selon le communiqué officiel, ils sont «renvoyés dans leur douar d'origine». Bien entendu, leurs familles restées en France ne seront pas prévenues. A l'arrivée les attendent de nouveaux «comités d'accueil», puis c'est l'embarquement pour les centres d'hébergement tenus par les S.A.S. de sinistre réputation. Le calvaire continue...

En novembre, le Parquet de la Seine reconnaît offi-

ciellement que soixante cadavres d'Algériens ont été recensés au cours du mois d'octobre. Certains ont été repêchés dans la Seine, d'autres trouvés dans les bois de la banlieue. Une bonne partie de la presse évoque à ce sujet les classiques «règlements de comptes entre Nord-Africains».

Mais des médecins, des syndicalistes policiers, des journalistes, des associations humanitaires dénoncent les ratonnades. Plusieurs meetings de protestation sont organisés. Des plaintes sont déposées par les familles des personnes disparues ou par des blessés.

Aucune suite judiciaire ne leur sera donnée. Jamais.

Ce drame est maudit de l'Histoire. On chercherait en vain sa trace dans beaucoup d'ouvrages consacrés à la guerre d'Algérie. Il a aussi disparu des mémoires : on se souvient de Charonne, on a souvent oublié les ratonnades d'octobre.

Je me suis obstiné à les faire revivre, car rien n'est pire que l'oubli, cette seconde mort.

MICHEL LEVINE

«Les ratonnades d'octobre», Michel Levine. Ed. Ramsay. En vente à la librairie du Monde libertaire, 312 pages, 92 F.

INFORMATIONS DES GROUPES

PARIS

Des groupes de la Fédération anarchiste organisent le 28 octobre, à 20h, à l'Ageca, un meeting-débat sur «L'apartheid en Afrique du Sud».

Ageca : 177, rue de Charonne, 75020 Paris.

CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 26 octobre, à 20h30, un débat sur le thème de l'éducation libertaire. Avec Jean-Marc Raynaud, co-auteur du livre «L'Education libertaire» (éd. Spartacus).

Le débat aura lieu au local du groupe : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

Toute l'histoire du syndicalisme repose sur la lutte contre l'exploitation capitaliste. Comment s'expliquer alors que la crise du capitalisme entraîne celle du syndicalisme ? Au moment où l'ennemi, tant décrié sur le papier, pose un genou à terre et met toute la société à son service pour promouvoir une autre organisation sociale, arrive-t-il lui aussi à la rescousse pour apporter des remèdes à un système qu'il veut théoriquement abolir ? Les intérêts du syndicalisme réformiste et ceux du système capitaliste sont-ils réellement antinomiques ? Comment, malgré une histoire qui débute par les sociétés de résistance et de secours mutuel, qui continue par les Bourses du travail, la création de la C.G.T., organisation au départ révolutionnaire et très fortement teintée d'anarcho-syndicalisme, comment a-t-on pu en arriver là ? Beaucoup de questions auxquelles cet article essaiera, sans prétention vu la complexité et l'étendu du problème, d'apporter quelques éléments de réponse.

EVOLUTION DU CAPITALISME

Le système capitaliste s'est très vite aperçu de la nécessité pour sa survie d'intégrer le syndicalisme. Son processus de développement, basé sur une augmentation croissante de la production et donc de la consommation, ne pouvait que bénéficier de l'amélioration de la condition matérielle du prolétariat. Les travailleurs, à l'aide de l'outil syndical, revendiquaient toujours plus de pouvoir d'achat et le système avait intérêt à accéder à cette demande puisque c'était la condition de son expansion. Bien entendu, il s'agit de pousser l'exploitation au maximum et de reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre. Ce modèle ne fonctionne qu'en période de croissance. La crise actuelle, génératrice de chômage, engendre une stagnation, voire une baisse, du pouvoir d'achat et provoque une chute de la consommation. C'est tout le cycle qui est perturbé et le fordisme qui est remis en cause.

L'évolution du capitalisme a modifié le contenu du concept de classe. La possession des moyens de production comme critère pour distinguer les exploités des exploités ne suffit plus. Les multinationales ont remplacé les entreprises familiales. L'homme seul, maître suprême, qui possède l'entreprise, commande et gère se fait rare. Aujourd'hui, les P.D.G. sont désignés par des conseils d'administration et sont donc salariés.

Jadis, posséder les moyens de production permettait d'exploiter à son aise. C'est toujours vrai aujourd'hui mais la position hiérarchique a pris beaucoup d'importance en même temps qu'elle a brouillé les cartes. Tour à tour, les travailleurs se trouvent tout à la fois exploités et exploités. Une tentative de classement serait vaine car tout à fait aléatoire et contradictoire selon les critères retenus : exercice ou soumission au pouvoir, salaire, possession des moyens de production... On doit donc se contenter de savoir que l'on vit dans une société de classes dont on ne peut pas définir de contours précis et encore moins tenter, comme le font les marxistes, de

leur attribuer une signification, un contenu et un rôle historique, auquel elles ne pourraient échapper. La lutte de classes se complexifie et devient plus difficile à appréhender.

INTEGRATION SYNDICALE

Quant au syndicalisme, contrairement au début du siècle où l'adhésion à un syndicat comportait une volonté révolutionnaire, le nouvel adhérent — ne parlons pas du militant politique — en vient à faire un placement; il s'assure une défense en cas de problème et entre dans une organisation en étant sûr de gagner quelque chose. Quoi de plus normal donc que la rupture avec le capitalisme, mise en avant par les centrales réformistes, reste dans les textes de congrès sans qu'aucune tentative réelle n'existe sur le terrain. Un tel essai aurait d'ailleurs été en contradiction avec une pratique syndicale qui, progressive-

leur production pour rester compétitives. Le développement des techniques en « ique » : robotique, informatique, télématique, transforme complètement des pans entiers d'industrie. Vu du côté de la rentabilité, ces modifications de l'appareil productif se font, somme toute, d'une manière logique, bien que le modernisme à outrance ait aussi abouti à faire des investissements trop lourds à amortir, principalement pour les petites entreprises qui ont du mal à trouver les bonnes formules et qui n'ont pas forcément les reins suffisamment solides. Cette situation élimine les « canards boiteux » trop peu rentables, stimule la concurrence et contribue à l'assainissement du capitalisme. En revanche, les conséquences sociales sont laissées au rencart.

Le nombre d'emplois créés par ces nouvelles branches d'activité n'est en aucun cas comparable à celui qu'elles

responsabilisent des travailleurs. Des cercles de qualité, des conseils de bureau ou d'atelier sont mis en place. Tout ceci marche assez bien.

Il ne faut pas voir dans cette idée qu'une volonté de trucage des rapports sociaux ou d'intégration maximale des travailleurs au système, mais aussi une volonté de rentabiliser certaines fonctions sociales à bon compte. Les ouvriers, par l'intermédiaire des cercles de qualité, apportent un plus à l'entreprise tout à fait gratuitement. Ils deviennent sous-rémunérés, ce qui est tout bénéfice pour les entreprises. Encore un avantage, c'est la possibilité de court-circuiter les organisations syndicales s'ils leur venaient à l'idée de ne pas rentrer dans le jeu. En effet, ces cercles, conseils et autres permettent de se dispenser de l'intermédiaire syndical. Il semble bien qu'à ce sujet, les patrons ne soient pas d'accord entre eux.

Certains voient d'un bon œil le déclin du syndicalisme, mais d'autres y voient un grave danger; car pour eux, les organisations syndicales servent à encadrer les travailleurs et, sans leur présence, ils ont peur des débordements que plus personne ne pourrait contrôler. En attendant, le concept de classe bat de l'aile, les travailleurs raisonnent en termes capitalistes et, finalement, s'intègrent et collaborent relativement facilement.

MARASME SYNDICAL

Le syndicalisme, lui, est sérieusement secoué par la tourmente. C'est dans les secteurs à fort taux de syndicalisation que les conséquences des restructurations se font le plus sentir. Tour à tour l'armement naval, l'automobile, la sidérurgie, les charbonnages subissent des dégraissages. Par dessus le marché, l'implantation syndicale sur les terrains du travail précaire et du chômage est quasi inexistante car l'interprofessionnalisme n'a jamais fait recette. Les militants ont trop à faire dans toutes les institutions corporatives mises en place dans les grandes entreprises.

La pratique syndicale de lutte pour le partage du gâteau tombe à l'eau quand on passe dans une phase d'austérité, pas pour tout le monde rassurez-vous. Les adhérents, recrutés sur la base d'une Sécurité sociale bis, ont normalement fui et continuent à fuir les centrales puisqu'il n'y a plus rien à gagner, mais plutôt à perdre quand il s'agit de brader les acquis. La perte d'adhérents s'accroît avec le contre-coup de la désillusion de la gauche au pouvoir. Les centrales syndicales qui ont aidé à son accession payent les pots cassés.

L'institutionnalisation du syndicalisme favorise la pratique des négociations à froid. Les militants les plus aptes à créer la mobilisation sont occupés, pour la plupart, à siéger dans des réunions paritaires ou à faire fonctionner l'appareil syndical. Certains autres, déboussolés, écœurés, se sont mis sur la touche et sont incapables de continuer à militer. D'autres encore jouant le carriérisme se retrouvent même à occuper des postes au service du gouvernement, délaissant le terrain syndical pour celui de la politique.

ALAIN BESNARD
GR. SACCO-VANZETTI

CRISE DU SYNDICALISME OU SYNDICALISME DE CRISE ?



ment, s'est contentée de profiter des avantages sécrétés par le système.

Ce type de syndicalisme, pour faire dans l'alimentaire, a multiplié les structures paritaires de concertation et de négociation. Le fonctionnement de ces institutions et de l'appareil syndical a demandé un afflux de militants de plus en plus important, accaparant ainsi les plus capables. Le syndicalisme de pression, construit sur la base d'adhérents, a cédé la place à un syndicalisme de professionnels. Seulement voilà, cette belle mécanique bien rodée tousote dès que le capitalisme prend froid.

Dès 1974, début de la crise économique, un phénomène de restructuration de l'appareil productif apparaît, puis s'accroît régulièrement. La modernisation a toujours existé, mais la baisse de la croissance a obligé les entreprises à rationaliser

supprimer. Le chômage progresse très vite en mettant sur le pavé beaucoup de laissés-pour-compte qui deviennent des assistés. Pour les sondages et les prochaines échéances électorales les chiffres sont truqués par l'utilisation accrue du travail précaire, par des innovations comme les T.U.C... Le gouvernement, au service du patronat, fait d'une pierre plusieurs coups puisque le salaire minimum saute avec les T.U.C., la flexibilité de l'emploi augmente par le jeu de l'offre et de la demande, la protection sociale diminue et le système capitaliste, quant à lui, se restructure sans souci sur le dos des travailleurs.

L'avènement d'un gouvernement de gauche, avec le consensus social qui s'ensuit, a grandement favorisé cette évolution. L'Etat socialiste, comme prévu, s'est avéré être un parfait gérant de la crise au service d'une économie de profit. Pour faire avaler la pilule et faire croire aux travailleurs qu'il était aussi de leur intérêt de sortir « vainqueurs » de la crise, le patronat d'Etat ou privé a modifié son attitude.

UN SALARIÉ D'UN NOUVEAU TYPE

Les noms de deux pays reviennent très souvent : le Japon et les Etats-Unis. Voici les deux rois du consensus social et du libéralisme avancé. Deux exemples que le patronat français voudrait bien suivre. Certains P.D.G. doivent rêver la nuit en imaginant leurs travailleurs, le lendemain matin avant de rentrer travailler, chantant un hymne à la gloire de leur entreprise, puis décidant de ne pas prendre toutes leurs vacances, et vraiment quand quelque chose ne va pas se mettre des bandeaux dans les cheveux pour dire qu'ils sont en grève. On est loin des mentalités japonaises et américaines mais en France vient à l'ordre du jour la

60^e anniversaire de la C.N.O. de Cuba

suite : Le congrès de Cienfuegos

Lors de ce congrès de Cienfuegos, comme on l'appelle couramment, vingt-cinq motions différentes furent adoptées, parmi lesquelles celle qui décidait de tenir un troisième congrès en août de cette même année dans la ville de Camaguey. Parmi toutes les décisions prises, les plus importantes furent : la mise en place d'une confédération au plan national, la préparation des grèves, les boycotts, les études sur les coopératives de consommation et la défense des femmes dans le monde du travail, l'adoption de l'action directe, un plan d'éducation et la création d'un grand nombre de centres ouvriers.

Mais incontestablement, la décision la plus importante fut le rejet total et collectif de l'action électorale. Cela signifiait que la future confédération se définissait comme une organisation totalement a-partidaire. Indépendamment du fait que chaque ouvrier conservait en tant qu'individu la liberté d'appartenir ou de voter pour quelque parti politique que ce soit : modéré, conservateur, libéral, etc., le congrès de Cienfuegos déclarait, dans ses tactiques et principes, qu'il était nécessaire que la confédération n'entre pas dans les débats de type électoral, qu'elle n'appuierait directement ou indirectement aucun candidat ni aucun parti politique dans l'île, qu'elle se proclamait neutre face à toute action électorale. Cohérente avec son profond sens anarchiste, elle démontrait sa responsabilité à l'égard des classes ouvrière et paysanne, dans le but d'éviter qu'on utilise pas la confédération ou un quelconque congrès ouvrier comme un marche-pied pour la prise du pouvoir politique.

Nous devons dire également que, tant au congrès préliminaire qu'au congrès de Cienfuegos, il fallut compter avec certains syndicats qui, bien qu'influencés par l'anarcho-syndicalisme de Lopez, ne l'étaient pas en réalité. La Fraternité ferroviaire en était ; elle appartenait à un groupe réformiste qui détenait un certain pouvoir à l'intérieur du mouvement ouvrier cubain. Il existait également quelques syndicats d'orientation marxiste, mais ils constituaient une minorité à l'intérieur d'une autre minorité. A la veille de la formation d'une confédération ouvrière, les anarcho-syndicalistes cubains constituaient la force la plus puissante dans le mouvement ouvrier cubain.

LA FONDATION DE LA C.N.O.C.

L'apogée des anarchistes cubains fut atteinte du 2 au 7 août 1925. Le travail acharné et tenace de Lopez avait fini par porter ses fruits. Plus de 160 délégués représentant 82 groupements de toute l'île se réunissaient dans un congrès pour la fondation d'une confédération ouvrière ; 46 autres groupements les rejoignirent devant le congrès, portant le total à 128.

Au congrès furent abordés dix-sept points, sans compter les points divers, qui concernaient notamment : vérification des mandats ; adhésions des groupements ; rapport général ; désignation de la présidence ; télégrammes de soutien aux emprisonnés ; projet de règlement ; déclaration de principe ; motions et propositions des différentes organisations ; cotisation confédérale ; commission de propagande ; lieu de résidence de la confédération ; désignation des orateurs pour le meeting de clôture. Il y eut des rapports, des discussions et des décisions, au cours de séances qui, commencées très tôt le matin et terminées à une heure avancée de la soirée, se caractérisèrent par l'harmonie et la cordialité les plus complètes.

Le congrès se termina par la nomination de José Castillo comme secrétaire à l'organisation et de Luis F. Trujeda comme secrétaire général du congrès ; Alfredo Lopez étant confirmé dans son poste de secrétaire général de la C.N.O.C. «Après avoir épuisé l'ordre du jour ainsi que les points divers, à sept heures et quarante-cinq minutes du soir, (...) la Confédéra-

tion nationale ouvrière de Cuba est déclarée constituée, déclarant terminés à cette heure les travaux du troisième congrès ouvrier national, sous les acclamations de la salle et dans la joie d'avoir mené à bien la constitution de la plus grande organisation ouvrière de Cuba (...). A Camaguey, le six août mil neuf cent vingt-cinq.»

Ainsi se terminait une période de luttes parfois sanglantes, par le triomphe de la cause cho-sindicaliste cubaine en particulier et des ouvriers cubains en général, alors que s'ouvrait une autre période bien plus sinistre et dangereuse que la précédente. Au mois de mai de cette année, Gerardo Machado avait pris le pouvoir dans l'île, au cours d'élections régulières, en distançant l'inévitable caudillo conservateur Garcia Menocal. Machado avait remporté les élections avec un écart de deux contre un et les libéraux reprenaient le pouvoir après une attente de douze années. Machado était surtout connu parmi les anarchistes pour son activité sinistre à l'époque de Gomez, mais il existait un autre danger qui, s'il était mal connu et en même temps sous-estimé, était beaucoup plus mortel que Machado : le Parti communiste.

LES COMMUNISTES

LIQUIDER LA C.N.O.C.

Le vieux rêve anarchiste qui était devenu réalité en 1925 fut enterré pour toujours par les communistes et leurs alliés politiques le 27 janvier 1939. La création d'une nouvelle centrale syndicale, proposée par le Parti communiste lors d'un congrès réuni à cet effet le 23 janvier de la même année à travers une commission ouvrière et avec la complicité aussi bien du gouvernement Laredo Bru-Batista que de son opposition authentique, liquida pour toujours la première tentative sérieuse des anarchistes de libérer le mouvement ouvrier cubain des griffes du gouvernement et du patronat.

C'était déjà du passé les cendres d'Alfredo Lopez, de Muagarito Iglesias et de Enrique Varona, assassinés par Machado. Ils appartenaient déjà à l'histoire syndicale et sociale de

notre peuple les grèves, les manifestations, les mouvements de protestation et la violence révolutionnaire qui avaient donné leur force et leur prestige à un groupe de militants anarchistes au sein de toute la classe ouvrière cubaine, pour la défense de ses droits et de sa liberté au cours de plus de soixante-dix années de sacrifices.

Les communistes et leurs alliés d'alors avaient besoin d'un organisme ouvrier docile et facilement contrôlable pour rétablir la paix sociale qui avait disparu de l'île depuis l'époque d'Alfredo Zagas. Déjà discréditée, la Confédération nationale ouvrière de Cuba constituait pour eux une gêne puisque, contrairement à ce disent aujourd'hui ses livres d'histoire — l'histoire au service du parti —, ils ne purent jamais diriger sérieusement cette organisation ouvrière, raison de plus pour la liquider en tant qu'instrument inutile.

Elle ne leur avait servi qu'une seule fois depuis 1927, date à laquelle ils s'emparèrent de ses postes les plus importants ; ce fut pour pacifier le 7 août 1933 avec Machado en échange de la reconnaissance de l'organisation ouvrière par le dictateur (la législation de la C.N.O.C.) et pour essayer, sans résultat, d'enrayer la grève générale déclenchée par les anarchistes et le reste de la population cubaine qui se termina par un véritable carnage le 12 août de cette année sanglante. Ils avaient également utilisé la confédération pour faire avorter la grève de mars 1935, appelée par Antonio Guiteras, dans le but d'entamer la lutte armée contre Batista.

Les communistes, main dans la main avec le gouvernement, entamaient une étape de « l'entre-crapular » comme disaient les anarchistes de l'époque, qui allait durer près de huit ans, contrôlant le mouvement ouvrier cubain et y précipitant une ère de violence armée à l'intérieur des syndicats qui ne leur étaient pas proches ou qui refusaient de suivre leurs consignes gouvernementales ou pro-patronales selon les cas.

FRANK FERNANDEZ

(traduit de «Guangara libertaria», numéro 23, été 1985.)

HIROSHIMA 1986

Réunion nationale anarchiste

A l'occasion du 40^e anniversaire de la destruction atomique de Hiroshima, les médias japonais et, surtout, américains se sont donnés à cœur joie dans le pathos pacifiste sans chercher à savoir pourquoi on en était venu là. Après tout, empereur du Japon et à cette époque autorité suprême, en théorie ou en pratique au fond peu importe, n'est-il pas toujours vivant et symbole officiel de l'Etat japonais dans une Constitution patronnée par les Américains ? La bombe atomique à Hiroshima, c'est aussi les morts coréens (souvent déportés comme travailleurs de force) qui ont leur monument à part dans le parc de la paix — on ne mélange pas les torchons et les serviettes, même après la mort —, et les survivants coréens qui ont mis des années avant de se faire reconnaître «hibakusha» (atomisés) officiels avant de pouvoir bénéficier des soins ou des aides afférentes.

C'est donc dans ce contexte que plusieurs membres du mouvement anarchiste japonais ont choisi la date du 6 août pour tenir une réunion nationale. Objectif à court terme : rappeler publiquement les positions anarchistes face à la guerre et aux impérialismes américains, soviétiques ou autres. Objectif à moyen terme : créer une fédération anarchiste.

Une trentaine de personnes étaient présentes, individus ou délégués venus des points principaux de l'archipel (il faut souligner cet aspect car la forme allongée du Japon ne facilite pas les déplacements militants). Etaient représentés : l'A.I.T.-Japon, sections Kanto (Tokyo) et Kansai (Osaka) ; la Lutte des bas-fonds du ghetto de San'ya (Tokyo) ; le Groupe d'étude anarchiste de l'université Mosei (Tokyo) ; l'Association de soutien à Omori ; le Groupe Despera de Kuvasleiki (Okayama) ; le groupe organisateur de Hiroshima ; des individus et des sympathisants.

Déjà apparaissent les retombées positives de la rencontre : la tendance à un processus unitaire se renforce lentement mais sûrement. La création d'un Centre d'étude sur l'anarchisme regroupant divers groupes ou compagnons à Tokyo s'est par exemple accélérée. Divers projets de meetings ou de réunions sont en cours, en particulier pour préparer la commémoration de la révolution espagnole, l'année prochaine. Le Comité d'organisation de la rencontre nationale anarchiste Hiroshima 86 se réunira pour la quatrième fois en novembre prochain.

RELATIONS
INTERNATIONALES

LES SOCIALISTES - REVOLUTIONNAIRES

L'histoire de la révolution russe montre surtout la volonté hégémonique du marxisme dit léniniste. Les bolcheviks liquidèrent tous les révolutionnaires qui tentèrent de s'opposer à leur prise de pouvoir, les anarchistes en premier lieu. Il y eut aussi un mouvement, divergent, certes, avec nos idées mais dont une série d'ouvrages récents rappellent le souvenir, les socialistes-révolutionnaires. Pour cette raison, il nous a semblé intéressant de rappeler leur histoire.

Le parti socialiste-révolutionnaire naît en Russie dans les années 1900-1901. Le parti socialiste-révolutionnaire est issu essentiellement du populisme, alors moribond, et de certains secteurs de la social-démocratie russe. Son programme assez flou se forge progressivement dans la lutte. Malgré un discours assez ouvrieriste au début (et vers les intellectuels), le parti va surtout agir vers les paysans et faire l'apprentissage du terrorisme comme moyen d'action. Jacques Baynac, l'historien du mouvement note : «C'est par la faucille et par la bombe que le parti allait s'imposer» (1).

Le parti socialiste-révolutionnaire, qui s'est doté d'une structure autoritaire (il a un comité central) développe sa propagande au début du siècle, touche les milieux étudiants et paysans en y implantant des groupes. Les socialistes-révolutionnaires réfutent les thèses de Plekhanov et de Lénine affirmant que la paysannerie est petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire. Ils déclarent que celle-ci appartient au monde du travail et des exploités. Une distinction est faite cependant entre ceux qui vivent de leur travail et les paysans riches : «Tous les exploités et spéculateurs vivant aux dépens des travailleurs et exploitant leur domaine au moyen de la force de travail d'autrui.» (2).

Toutefois leurs allusions à une économie socialiste à mettre en place ensuite laissent deviner un germe autoritaire car les socialistes-révolutionnaires ne rejettent pas totalement le marxisme. Ils opposent simplement au dogme léniniste une démarche plus pragmatique.

Quant à la lutte armée, elle fut la spécialité du mouvement même si, sous le tsarisme, tous les révolutionnaires la pratiquaient plus ou moins. Cela s'explique surtout par la nature du régime et aussi, dans le cas des socialistes-révolutionnaires, par l'existence d'intellectuels déclassés fort nombreux et prêts au sacrifice.

Théorisant un effondrement du tsarisme par l'élimination des dignitaires et les réactions qui doivent s'ensuivre, les socialistes-révolutionnaires se dotent d'une branche armée : l'Organisation de combat, soigneusement séparée du parti afin d'éviter le contrôle de celui-ci par les «combattants». De 1902 à 1910, l'organisation de combat provoque une série d'attentats envoyant à la mort des militants dotés d'un état d'esprit proche du kamikaze. L'un d'eux déclare à cette époque : «Mon rêve est de finir sur l'échafaud». Un livre récent sur une militante, Tatiana Léontieva (3), donne un exemple de ce combat presque mystique et parfois pitoyable des socialistes-révolutionnaires. A la différence des anar-

chistes russes qui pratiquent eux aussi l'action violente mais de façon spontanée, les socialistes-révolutionnaires, organisant la lutte de façon militaire, isolent des militants spécialisés et sacrifiés volontairement.

Ils ne se sont jamais récusés de cet emploi autoritaire de la violence. Leur premier congrès déclarait déjà que «le congrès juge indispensable de renforcer la terreur politique centralisée (...) Elle doit être appliquée jusqu'à ce que les libertés de fait soient définitivement acquises après quoi seulement le comité central pourra suspendre les actes terroristes.» Les socialistes-révolutionnaires, on le voit, ne se distinguaient des bolcheviks que par un peu moins de cynisme. A l'inverse, si les anarchistes ont utilisé la violence, ce n'était jamais comme système et politique centralisée mais comme nécessité passagère.

L'organisation socialiste-révolutionnaire fit les frais de la structure autoritaire et de la planification de la violence. On découvrit en 1908 que le chef, Azef, travaillait en fait pour la police et livrait tous les militants gênants.

Entre-temps, l'échec de la révolution de 1905 a provoqué une crise dans les partis révolutionnaires incapables d'apporter une alternative. L'anarchisme, par son absence de compromis, connaît par contre un réel développement. Des militants socialistes-révolutionnaires, déçus par leur parti, rejoignent les groupes anarchistes.

Divisé, mais encore puissant, le parti socialiste-révolutionnaire aborde la révolution russe par une scission. Les éléments droitiers soutiennent le régime du socialiste Kérénsky, tandis que les socialistes-révolutionnaires de gauche participent à la lutte aux côtés des bolcheviks. Ils entrent au conseil des commissaires du peuple et dans la Tchéka, prétendant ainsi limiter les excès de la terreur. Un des commissaires, Steinberg, déclare : «Nous avions bien compris que le meilleur moyen pour lutter contre les abus d'une administration, c'est d'en faire partie». C'est une bien piètre justification, on ne réforme pas une police politique, on la combat. La rupture avec les bolcheviks se fait sur la question de la guerre, les socialistes-révolutionnaires de gauche refusant le traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, en 1918. Comptant sur la force de leur représentation (40% de délégués au Ve Congrès des soviets), ils restent cependant dans une opposition modérée. Ainsi, ils observent passivement les combats entre la Tchéka des bolcheviks et les Gardes noires anarchistes, à Moscou le 9 avril 1918.

Les centres libertaires furent attaqués et fermés par les rouges. En juillet 1918, les socialistes-révolutionnaires se soulevèrent à leur tour, et tentent un putsch écrasé par des soldats bolcheviks (commandés par le Hongrois Bela Kun, notamment). Cet échec marque le déclin des révolutionnaires, certains groupes rejoignent les anarchistes pour mener la lutte contre les nouveaux maîtres. Le 25 septembre, un comité commun mené par le cheminot anarchiste Kovalévitch fit exploser le siège du parti communiste à Moscou.

Finalement, les deux mouvements disparurent sous les coups de la répression.

L'histoire des socialistes-révolutionnaires met en évidence un certain nombre de contradictions. Pas assez radicaux pour rompre avec toute tendance autoritaire, ils émettaient des propositions qui les rend parfois plus sympathiques que les intellectuels-soldats du léninisme, d'autant qu'à la base, des militants plus engagés se retrouvaient parfois aux côtés des anarchistes russes. Les positions étaient alors intenable : certains entraient dans la Tchéka (il y en eut pour rester) et d'autres rejoindront au contraire le cosaque ukrainien, Nestor Makhno qui combattait l'armée Rouge!

En 1921, la revue «Znamia», organe des socialistes-révolutionnaires à l'étranger, jugeait positivement l'insurrection spontanée des marins de Cronstadt contre le pouvoir bolchevik : «Il n'y avait pas à Cronstadt un seul militant responsable du populisme de gauche ; tout le mouvement marchait sans ou même malgré notre participation ; au début, nous restions en dehors de lui et néanmoins il était par son esprit proprement populiste de gauche ; tous ses mots d'ordre, tous ses buts spirituels nous sont proches.» (4). Malgré un net souci de récupération de l'événement, cette citation montre la radicalisation à laquelle était parvenue certains éléments du socialisme-révolutionnaire. Cependant cela ne doit pas excuser la responsabilité des socialistes-révolutionnaires de gauche dans l'évolution désastreuse de la révolution.

En voulant défendre les socialistes-révolutionnaires, la marxiste Rosa Luxembourgeois met involontairement en évidence cette responsabilité : «Il est de fait que les socialistes-révolutionnaires de gauche accordaient leur soutien aux bolcheviks. La révolution de novembre qui a porté les bolcheviks à la barre, la dissolution de la Constituante, les réformes que les bolcheviks ont accomplies auraient difficilement été possibles sans la collaboration des socialistes révolutionnaires de gauche. Brest-Litovsk et ses conséquences ont taillé la première brèche entre les deux courants.» Les anarchistes ne peuvent

qu'apprécier la radicalisation de certains socialistes-révolutionnaires qui se sont rapprochés parfois de nos idées, certainement pas un parti globalement autoritaire.

Guy Sabatier note fort justement à propos de l'entrée dans la Tchéka : «Sur le fond, cette duplicité des socialistes-révolutionnaires de gauche provenait de leurs conceptions substitutistes, partitiste et étatiste qu'ils voulaient imposer, à l'égal des bolcheviks, mais avec plus de scrupules et moins d'amoralisme, au cours d'une révolution (...) dont l'expression essentielle se trouvait dans les soviets. C'est d'ailleurs en tentant de s'appuyer sur la Tchéka qu'ils menèrent leur soulèvement de juillet 1918.»

Excepté sur la question agraire, les positions des socialistes-révolutionnaires et des bolcheviks différaient sur des points mineurs. Le fait d'avoir rompu à propos de la tactique militaire (poursuivre la guerre contre l'Allemagne) relative les antagonismes. En revanche, entre anarchistes et bolcheviks, il s'agissait d'une opposition entre des pratiques et une philosophie radicalement différentes de part et d'autre. Cela explique peut-être la façon dont l'historiographie soviétique «oublie» ces rivaux malchanceux alors que les anarchistes se voient accusés d'être des «petits-bourgeois» et des «contre-révolutionnaires». L'ennemi déclaré pose moins de difficultés!

L'histoire du parti socialiste-révolutionnaire est cependant d'un enseignement précieux pour les révolutionnaires. Aucune théorie, aucune pratique ne saurait contenir d'éléments autoritaires si l'on prétend édifier une société libre et solidaire. Les socialistes-révolutionnaires ont eu le tort d'allier à des idées parfois généreuses, un programme flou, ambigu et des pratiques autoritaires. Et sur ce dernier point, ils ne pouvaient qu'être battus par les bolcheviks.

YVES
(Gr. MAGON)

(1) J. Baynac, «Les socialistes-révolutionnaires», Paris, 1979, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) «Les socialistes-révolutionnaires de (textes), Paris, 1985.

(3) J. Baynac, «Le roman de Tatiana», Paris, 1985.

(4) Ida Mett, «La commune de Cronstadt», éd. Spartacus, Paris, 1977.

CHRONOLOGIE

1901. Formation du Parti socialiste-révolutionnaire.

1902. Création de l'Organisation de combat, exécution du ministre de l'Intérieur du tsar, Sipiaguine.

1914. La majorité du Parti socialiste-révolutionnaire approuve l'entrée en guerre de la Russie.

1917. Révolution russe. Le socialiste Kérénsky, au pouvoir. Une aile gauche se crée dans le P.S.R. qui refuse tout soutien au régime réformiste.

1917. 7 novembre. Coup d'état bolchevik avec le soutien des socialistes-révolutionnaires de gauche.

1918. Mars. Traité de Brest-Litovsk, paix avec l'Allemagne.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche s'opposent et démissionnent de certains postes.

1918. Mai et juin. Attentats contre les Allemands. Répression bolchevik.

1918. Juillet. Soulèvement socialiste-révolutionnaire, la révolte est écrasée, les dirigeants sont arrêtés ou se cachent.

1918-1921. Eclatement du parti, certains rejoignent les anarchistes, actions communes de résistance. Les arrestations provoquent la disparition effective des socialistes-révolutionnaires.

1938. Des anciens socialistes-révolutionnaires sont sortis de camp pour être exhibés lors des procès de Moscou.

«Paul Delesalle : un anarchiste de la Belle Epoque»

de J. Maitron

Paul Delesalle est effectivement bien à sa place dans cette collection des «Inconnus de l'Histoire», car il a joué un rôle bien plus important que ne le laisserait supposer sa constante position de «second» : d'abord adjoint de Fernand Pelloutier à la Fédération des Bourses du travail, de 1898 à la mort de ce dernier en 1901, puis adjoint de Georges Yvetot, au même poste jusqu'en 1908, et à ce titre également secrétaire-adjoint de la C.G.T.

Militant anarchiste et syndicaliste de la première heure (il adhère en 1893, à l'âge de 23 ans, au syndicat des ouvriers en instruments de précision de Paris), il avait choisi de rejeter la voie de la «propagande par le fait» où se dévoyait une partie du mouvement anarchiste pendant la courte période des attentats de 1892 à 1894. Témoins malgré lui de l'un de ces attentats, celui du restaurant Fogot dont on ne trouva jamais l'auteur, il fut soupçonné et certains tentèrent de salir sa mémoire en se servant de cet événement auquel il était étranger. A cet égard, J. Maitron apporte tous les éléments qui permettent de rétablir la vérité. Il est simplement regrettable qu'il n'en ait pas profité pour remarquer que l'entrée des anarchistes dans les syndicats n'était pas consécutive à l'échec de la propagande par le fait, mais qu'elle l'avait bien précédée, comme en témoignait l'action de Delesalle et de tous ceux qu'il côtoyait. En effet Pouget et Pelloutier n'étaient pas des exceptions, sinon comment auraient-ils pris en main les Bourses du travail?

Ce livre souligne néanmoins certains apports originaux de Delesalle qui ne sont pas sans intérêt, comme cette insistan-

ce à inciter les Bourses du travail à s'affranchir des risques de domestication que représentent les subsides versés par les municipalités et donc à faire l'effort d'acquiescer leurs propres locaux.

Il a encore raison de relever le rôle éminent de Delesalle dans le développement d'une action syndicale soutenue qui fit multiplier par quatre en six ans les effectifs de la C.G.T. entre 1902 et 1908. Mais que n'en a-t-il pas profité pour revenir sur ce faux jugement qu'il a tant de fois porté sur l'anarcho-syndicalisme, qu'il juge incapable de grouper un grand nombre de travailleurs? La démonstration de son efficacité n'était-elle pas suffisante?

La place qu'occupe Delesalle dans le mouvement anarchiste proprement dit n'est pas oubliée. On notera particulièrement le rôle qu'il joua pour préparer les débats d'un congrès international qui, prévu en 1900 à Paris, ne se tiendra finalement qu'en 1907, à Amsterdam et sans Delesalle, ainsi que ses hésitations doctrinales sur le rôle qu'il convenait d'assigner au syndicat dans la société future.

En 1908, il quitte toutes ses responsabilités syndicales pour ouvrir une librairie dont il entend faire un centre de documentation et d'édition au service de la classe ouvrière. A ce titre, il ne quitte pas tout à fait le mouvement ouvrier, mais il réoriente son action. Toujours est-il que les liens se détendent et que des influences très diverses vont dès lors le pousser vers des options contestables.

A ce titre, ses liens très étroits avec Georges Sorel qui, dans les années d'avant-guerre, fréquentait les milieux d'extrême droite, n'ont-

ils pas joué un rôle dans cette tentation nationaliste qui lui fit approuver la politique Union sacrée adoptée par Jouhaux? L'auteur est muet sur les explications à apporter à ce revirement. Et pourtant, Delesalle n'avait-il pas été écarté de la rédaction des «Temps nouveaux» par Jean Grave pour avoir publié un article à ton fortement anti-sémite? Comment expliquer une telle évolution chez un militant internationaliste qui fut par ailleurs un chaud défenseur de Dreyfus?

Quant à son adhésion donnée au Parti communiste dès sa création, elle semble sans doute trop naturelle à l'auteur pour qu'il se préoccupe de l'expliquer ; de même qu'il peut retracer ses années d'adhésion à la S.F.I.O. de 1931 à 1935, puis à nouveau son rapprochement du PCF tout en estimant que ses idées libertaires restent intactes. On ne peut vraiment pas se satisfaire d'une telle absence d'analyse sur les motivations de ce militant dont les bonnes intentions ne sont d'ailleurs pas en cause, mais il aurait été intéressant de savoir comment un libertaire sympathisant avec la SFIO puis avec le P.C.F. avait vécu les vicissitudes du Front populaire et du stalinisme et quelles pouvaient être ses motivations et ses sentiments.

Bref il manque trop de choses pour que cette biographie (1) ne nous laisse pas sur notre faim. A lire quand même, au moins pour la partie qui fait revivre un de ces énergiques militants qui furent les bâtisseurs du syndicalisme. Il ne faut pas les oublier...

ALAIN SAUVAGE

(1) «Paul Delesalle, un anarchiste de la Belle Epoque», Jean Maitron, éd. Fayard. En vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F.

PROGRAMMES DE RADIO LIBERTAIRE

JEUDI 17 OCTOBRE

«Enlivrez-vous» (15h30 à 17h) avec M.-C. Celerier pour «médecine...» et Max Chaleil pour «Le sang des justes».

VENDREDI 18 OCTOBRE

«Jouissances» (12h à 14h) à propos de l'intelligence artificielle ; «Palais de police» (15h30 à 17h) : le dossier de police de l'affaire du Forum des Halles ; «Invité quotidien» (18h à 19h) avec Bernard Besret, créateur du musée de La Villette ; (19h à 20h30) Gérard Soulié, de la Ligue des droits de l'homme, abordera le thème «La France et le droit d'asile».

SAMEDI 19 OCTOBRE

«A bâtons rompus» (11h à 12h) avec M. Joyeux, R. Guérin et P. Chenard ; «Chroniques syndicales» (12h à 14h) : le point sur Force ouvrière ; «De bouche à oreilles» (15h30 à 17h30) : le groupe Acousnic et Jean Humenry.

DIMANCHE 20 OCTOBRE

«Folk à lier» (12h à 14h) avec Alan Stivell ; «Grand Angle» (16h à 18h) de la poésie expérimentale avec des extraits du 2e festival national de poésie.

LUNDI 21 OCTOBRE

«Cité noire» (13h à 14h) : Danielle Pennac ; «Allo maman bobo» (18h30 à 20h30) : l'argile et ses applications.

MARDI 22 OCTOBRE

«Chroniques syndicales» (18h30 à 20h30) à propos de l'A.D.F.I (organisme pour les travailleurs immigrés).

«LA NOCE CHEZ LES PETITS BOURGEOIS» de B. Brecht

Brecht, auteur dramatique immensément connu («Mère courage», «L'Opéra de quat'sous»...), a d'abord écrit des comédies. «La noce chez les petits bourgeois» est d'ailleurs plutôt une tragi-comédie, tant l'humour est acerbe, et surtout la «distance» impitoyable.

On sait bien les problèmes que pose l'interprétation brechtienne. Effectivement, «La noce chez les petits bourgeois» pourrait aussi bien être une pièce de bou-

vard, au sens péjoratif du mot. Un mariage lamentable, avec une mariée enceinte, un mari jaloux à l'extrême, un père qui essaie à tout moment de placer ses histoires habituelles (de mauvais goût comme il se doit), un couple marié depuis x années qui ne peut visiblement pas se souffrir et dont la femme comment gaffe sur gaffe, et puis les meubles, construits par le marié lui-même et dont il est très fier mais qui ne tiendront pas le temps de la pièce : tels sont les éléments d'un mariage où tous les invités s'ennuient plus ou moins. Cependant, la représentation est parodique : le spectateur, lui, ne s'ennuie pas.

Ainsi, ce qui pourrait être qu'un gag — une chaise qui s'écroule sous le poids de la personne qui s'assoie — est davantage une gaffe, un révélateur d'un certain malaise, car tout est scabreux dans cette vie petite bourgeoise. Toute la pièce en fait est autant un divertissement qu'une peinture sociale attentive. En cela, la mise en scène est tout à fait réussie ; de plus, tous les rôles étant difficiles, il faut dire que les comédiens sont excellents.

G.L.

Théâtre des Templiers, à 20h30, jusqu'au 16 novembre (tél. 877.04.64).

Amis lecteurs

Vous avez été nombreux à répondre à notre appel pour aider le «Monde libertaire» à remplacer son matériel de photocomposition. Ce matériel indispensable au bon fonctionnement de notre journal est garant de son autonomie.

Aujourd'hui, c'est plus de 17 000 francs que vous nous avez fait parvenir. Toute contribution est importante, quelle que soit la somme, c'est à vous et à nous de faire en sorte que cet engagement que nous avons pris se réalise.

Cent dix mille francs : c'est la somme dont nous avons besoin et le «Monde libertaire» sait que ses lecteurs et ses nombreux amis répondront encore à notre appel. Comme vous avez répondu lors de la création du M.L., de son passage à une parution hebdomadaire et à l'augmentation de sa pagination.

Ces efforts financiers et militants nous les avons fait ensemble et ensemble nous avons mené bien d'autres réalisations qui semblaient, de prime abord, irréalisables. Vous pour qui le fait de trouver chaque semaine le «Monde libertaire» dans les principaux kiosques, d'y lire des articles sur les thèmes qui nous animent ; il faut faire en sorte que ce combat de tous les jours ne soit pas entravé par des problèmes financiers.

C'est donc confiants en votre solidarité que nous réitérons notre appel pour passer ce cap difficile. Faisons en sorte que chaque numéro à venir soit comme par le passé, autant de coups de boutoir contre l'ordre capitaliste et étatique.

En avant donc! Pour que ce nouveau combat aboutisse, ensemble nous le gagnerons.

Salutations anarchistes,

LES ADMINISTRATEURS

LA RENTREE : FETE DE F.O.

«Force ouvrière a raté son départ. Lapeyre (1) ne me démentira pas. Parce que ses dirigeants réformistes ont voulu une maison bien à eux. Ils n'ont pas su, pas voulu, tirer vigoureusement la leçon des grèves d'octobre, novembre et décembre 1947. Ils se sont imaginé qu'à leur seul appel des millions de syndiqués accourraient. Il fallait se dépêcher de mettre la vieille enseigne réformiste. On ne repousserait pas les révolution-



naires, mais ces derniers devaient avoir la sagesse de se taire et la pudeur de ne pas montrer d'exigences. S'ils allaient effaroucher les millions de syndiqués réformistes! Ce jugement à l'emporte-pièce sur F.O. date d'août 1948 et était signé Pierre Monatte, tristement célèbre dans les milieux anarchistes, dans un numéro de la «Révolution prolétarienne». Trente-sept ans après, que peut-on dire de la C.G.T.-Force ouvrière et particulièrement après sa fête de rentrée à Vincennes?

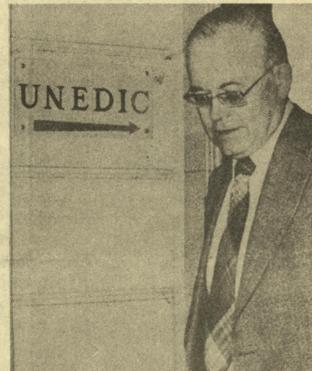
Un syndicat qui reste un syndicat, indépendant des partis est un leit-motiv dans les rangs de F.O., et on est toujours tenté de demander au militant qui l'exprime : quel syndicalisme et pour quoi faire? Car il y a souvent une grande distance entre les déclarations officielles de F.O. et la réalité de l'organisation sur le terrain.

Trois mille militants rassemblés ce samedi 5 octobre sous le chapiteau de la fête de l'amitié Force ouvrière à Vincennes ont entendu André Bergeron défendre le S.M.I.C. et l'indépendance syndicale. Comme il le dé-

clarait dans un texte officiel distribué au cours de la fête : «Je veux cet après-midi, du haut de cette tribune, déclarer solennellement à l'intention de tous que nous ne laisserons pas mettre en cause ce qui demeure une des pierres angulaires de l'édifice de la protection sociale dans notre pays.» Ceci accompagné de mise en garde contre les prétentions de l'opposition actuelle sur l'autorisation préalable de licenciement ou la remise en cause de la représentativité syndicale.

Bergeron, par ses attaques contre l'opposition, montrerait-il qu'il a peur de se faire déborder sur sa droite? L'ambiguïté qui règne parfois dans les rangs de F.O. avait dernièrement fait croire à certains de l'opposition que la centrale ouvrière pourrait leur servir de bulldozer contre le gouvernement, heureusement il y a eu le refus de la flexibilité...

Des observateurs pointus ont remarqué que les attaques de Bergeron visaient plus l'U.D.F. que le R.P.R. (2), nous n'irons pas jusque là! En matière de politique sociale, ceux-ci



n'ayant en fait rien à envier aux socialistes; la querelle est vaine.

Ce que l'on peut reprocher à Bergeron, c'est en fait de se comporter plus en président de l'Unedic qu'en secrétaire général d'une centrale ouvrière. A l'avenir de nous démentir...

J.-P. G.

(1) Il s'agit de Roger Lapeyre, responsable syndical F.O. Rien à voir avec les frères Lapeyre, militants anarchistes de Bordeaux!

(2) Il est vrai qu'on a accusé la C.G.T. de contacts avec Barre, la boucle est bouclée!

MAIRE : "EFFICACE EN EVITANT LA GREVE"

Maire, le «médiatique», fait la une du supplément économique du «Figaro» ce lundi 7 octobre, le soir même il fut l'invité sur France-Inter.

C'est vrai que la période ne se prête guère aux démonstrations de la force et de l'utilité syndicales, et que faute de grandes mobilisations sociales portant feu le projet C.F.D.T. des années 70, le secrétaire général croit devoir utiliser les médias sans cesse pour exprimer les orientations syndicales. Procédé devenu coutumier. Mais la dérive confédérale interpelle à nouveau plus d'un, tant elle s'enfoncé de plus en plus ouvertement dans la cogestion.

LE PATRON LÉGITIME

Que se reveillent et se fassent entendre ceux, travailleurs et syndicalistes, qui remettent en cause l'existence d'un patron, ce que certains appelaient et appellent toujours la lutte des classes. Au contraire, Maire prône la légitimisation du «chef d'entreprise»; «Lutter contre (ses) abus de pouvoir ne doit pas nous conduire à nier l'existence d'une fonction légitime du chef d'entreprise.» (1).

«Pancho Villa» n'avait pas tort quand il en novembre 1984 : «On est dans la même voiture, le patron tient le volant, le salarié tient la carte» (2). Aux questions : «Mais s'agit-il toujours d'un conflit de classes, d'une lutte de classes? Existe-t-il encore une classe ouvrière?» (3). Maire répond en redistribuant les rôles : aux employeurs, la gestion du capital — que les salariés ne remettraient pas en cause (!) — ; aux salariés, la gestion du travail.

L'AUTOGESTION AUX OUBLIETTES!

«Le syndicat peut se faire pleinement porteur d'exigences ambitieuses pour la gestion du travail» (4) et susciter un nouvel équilibre afin que les deux logiques coexistent efficacement. «En agissant pour améliorer les conditions de travail, l'organisation du travail, le syndicat réduit l'insatisfaction et le freinage de la production, l'absentéisme et le «turn-over». Il est facteur de progrès de la qualité et de la productivité.» (4). La portée syndicale s'en trouve profondément réduite et modifiée : vive les syndicats qui assurent la bonne marche de l'entreprise et qui remplissent les poches patronales!

Par là-même, le projet autogestionnaire finit par être bien malmené par l'appareil confédéral. Déjà, il n'y était guère fait allusion dans les travaux préparatoires au congrès confédéral de Bordeaux. Maire, à présent, semble dire que la démarche autogestionnaire était incomplète, «il y manquait la reconnaissance de la fonction spécifique de gestion d'un capital» (4). En clair, inadaptée, l'autogestion est reléguée aux oubliettes. Il faut, elle aussi, sans doute, la «débarbouiller au gant de crin (comme) les analyses dépassées» (1). Et là, Maire cite Granger, le secrétaire de la fédération générale des mines et de la métallurgie, le même Granger, le plus moderniste, le plus flexible qui fut sanctionné par sa non élection à la commission exécutive confédérale. Après avoir recentré certains propos au printemps dernier, Edmond n'hésite pas à se tenir sur la droite.

NÉGOCIATIONS, NÉGOCIATIONS...

Nous apprenons, dans l'entretien accordé au «Figaro», que «nous sommes devant un laxisme dangereux» (1). Pourtant «flexibilité, souplesse des horaires, recours à des emplois précaires, étalement des seuils», la C.F.D.T. connaît, pour les avoir négociés, en manquant même de signer en décembre 1984. Alors qu'on ne vienne pas nous dire «l'inspection du travail ferme les yeux, le ministère du Travail n'y voit aucun mal, au contraire. Le C.N.P.F. est ravi» parce qu'alors nous ajouterions «la C.F.D.T. y prend son pied». La dérégulation, la déréglementation, domaines ô combien connus, quand en mai 1985 la C.F.D.T. signa l'accord sur l'intérim. Accord repris dans les lois dites «sociales» de juillet 1985 que le gouvernement a fait passer quasiment incognito. La C.F.D.T. n'a alors pas bronché et des contrats à durée déterminée furent enterrés dans la pire des précarités. C'est vrai qu'à la C.F.D.T., on préfère la précarité légalisée à la précarité sauvage!

Quant à la négociation, même si Maire ne préconise pas à tout crin la négociation boîte par boîte, ce que certains à l'intérieur de la confédération prônent, l'équilibre entre les négociations d'entreprises et celles de branches ne trompent personne. Il ne masque que le manque de mobilisation avant et pendant la négociation. En dehors de quelques luttes, catégorielles le plus souvent, et défensives de toute

façon, les mobilisations sociales n'ont plus cours. A la place, la négociation à froid est monnaie courante puisqu'il faut harmoniser «nos moyens d'action, d'intervention et de négociation qui permettent le plus souvent aux syndicalistes d'être efficaces en évitant la grève.» (1).

Eh bien, Edmond, tu joues parfaitement ton rôle de partenaire social — régulateur social — entre les politicards de droite ou de gauche que tu invites et le patronat qui te félicite pour ton réalisme. N'oublie pas cependant que tu laisses de côté des milliers de militants et surtout des milliers de travailleurs : ce n'est pas de ton bureau d'études que tu démontreras que les luttes sont le moteur des transformations sociales.

HELENE
GR. PIERRE-BESNARD

(1) Maire dans le supplément économique du «Figaro» le 7 octobre 1985.

(2) Pancho Villa, pamphlet intitulé «A l'intérieur de l'extérieur», novembre 1984.

(3) Conseil national confédéral d'avril 1984.

(4) Maire dans le «Monde» du 20 août 1985.

